



HAL
open science

Comprendre les référents des projets d'intégration américaine, du rêve bolivarien aux contre-initiatives anti-globalisation et identitaires contemporaines

Anne-Laure Amilhat Szary

► To cite this version:

Anne-Laure Amilhat Szary. Comprendre les référents des projets d'intégration américaine, du rêve bolivarien aux contre-initiatives anti-globalisation et identitaires contemporaines. François Taglioni ; Jean Marie Théodat. Coopération et intégration, perspectives panaméricaines, L'Harmattan, pp.209-228, 2008, Géographie et Cultures. halshs-00377572

HAL Id: halshs-00377572

<https://shs.hal.science/halshs-00377572v1>

Submitted on 22 Apr 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

In Coopération et intégration : perspectives panaméricaines, François Taglioni, et Jean Marie Théodat (dir.), 2008, L'Harmattan (collection Géographie & Cultures), p. 209-228.

Comprendre les référents des projets d'intégration américaine, du rêve bolivarien aux contre-initiatives anti-globalisation et identitaires contemporaines.¹

Résumé :

La lutte contre la ZLEA passe par la constitution de propositions alternatives d'intégration des Amériques, qu'il s'agisse de l'ALBA d'H. Chavez, des regroupements territoriaux sub-continentaux ou d'autres encore. Cela pose la question du lien entre idée intégrationniste et identité territoriale latino-américaine que l'on tente d'explorer ici. Une analyse chronologique des projets de regroupement panaméricains (selon trois phases : celle du projet bolivarien, du schéma d'aménagement continental de la production de la CEPAL et de l'intégration par les flux de marchandises et des marchés) montre de fait que, successivement, des acteurs révolutionnaires et libéraux ont pu se saisir du projet d'intégration selon des termes différents. Le projet d'intégration latino-américain, synonyme d'ultralibéralisme depuis les années 90 peut, de par sa proposition de dépasser les frontières de l'Etat, apparaître comme profondément révolutionnaire, connotation apparemment contradictoire : c'est poser l'hypothèse que son sens dépend fortement de l'interprétation du mot de liberté qui le sous-tend. De façon diverse et évolutive, l'intégration dans ce contexte apparaît tour à tour comme porteuse d'un envol révolutionnaire ou d'une ouverture libérale réformatrice, la contradiction entre les deux termes pouvant justifier que l'on oppose une intégration à l'autre. Cette grille de lecture permet de relire le positionnement des acteurs en fonction de leurs représentations territoriales des projets intégrationnistes.

Abstract

The reject of the ALCA passes by the constitution of alternative proposals of integration of the Americas, such as the ALBA initiated by H. Chavez or other sub-continental territorial dynamics. This multiplication of integration processes questions the link between the integrationist idea and the Latino-American territorial identity, which we wish to analyse here. A chronological analysis of the panamerican projects (according to three steps : that of the original Bolivarian project, the phase of the ECLA -Economic Commission for Latin America and the Caribbean- continental planning agenda, and the recent era of the integration *via* goods and markets flow) shows that, indeed, revolutionary and liberal stakeholders have been able to appropriate themselves of the integration project through its simple reformulation. The idea of Latin American integration, synonymous since the 1990's of ultraliberalism can, through the proposal of going beyond the State's borders, appear as profoundly revolutionary, thus containing two contradictory connotations. We here formulate

¹ Les résultats présentés dans cet article sont issus de recherches menées dans le cadre du projet de recherches ECOS France / Chili / Argentine (C04H03 / A04H03) : « Pour une nouvelle géopolitique andine ». Je remercie Edgardo Manero pour toutes les suggestions émanant notre discussion sur ce texte.

the hypothesis that the word integration depends on the interpretation of the idea of freedom that is implied. In a varied and changing manner, integration can thus appear as a step to a revolutionary turn or to a liberal, reformist, opening-up, the contradiction between both proposals justifying that one integration process may be opposed to another. We offer here a renewed reading grid to the comprehension of integration stakeholders and their territorial representations.

Mots clés : Intégration, Amérique Latine, Libéralisme et révolution, Liberté, projets contradictoires, échelles des regroupements territoriaux.

Key words : Integration, Latin America, liberalism and revolution, Freedom, contradictory projects, territorial integration scales.

L'échec de la ZLEA en 2005 a marqué le début d'une nouvelle étape dans une dynamique intégrationniste au périmètre s'élargissant, proche de réussir enfin à réunir les deux sous-continent américains. L'Amérique Latine, rejetant ce projet d'initiative nord-américaine, semblait non seulement remettre en cause l'étape continentale mais critiquer fortement l'idée panaméricaine, jusqu'à remettre en cause ou du moins fragiliser les accords existants (comme le MERCOSUR ou la CAN cf. Amilhat Szary, A.-L., 2005 [2006], 2007). C'était pour voir presque aussitôt ses principaux détracteurs lancer un contre-projet sur la même base territoriale. Mais en quoi l'ALBA, initiative bolivarienne pour les Amériques, promue par Hugo Chavez pour répondre aux dynamiques d'intégration continentale de nature libérale (et notamment la ZLEA), différait-elle de ces projets qu'elle dénonçait ?

La réflexion que nous proposons concerne les référents de l'intégration supra-nationale en Amérique Latine : si il apparaît en ce début de XXI^{ème} siècle comme un processus emblématique de l'ouverture des marchés et caractéristique de la globalisation, ce phénomène ne peut, sur ce continent du moins, se réduire à cette interprétation néolibérale. L'opposition à ces dynamiques prend elle-même des tours panaméricains, proposant des solutions alternatives souvent intégrationnistes. C'est leur décryptage, que nous proposons ici, afin spécifier les projets d'intégrations discutés aujourd'hui, sur la base de leur ancrage politique mais aussi de leurs fondements historiques. Une analyse chronologique des projets de regroupement panaméricains (selon trois phases : celle du projet bolivarien, du schéma d'aménagement continental de la production de la CEPAL et de l'intégration par les flux de marchandises et des marchés) montre de fait que, successivement, des acteurs révolutionnaires et libéraux ont pu se saisir du projet d'intégration selon des termes qu'il faut tenter de différencier. Nous proposons une analyse historique des acteurs politiques qui se sont fait les apôtres de l'intégration latino-américaine (bourgeoisies nationales, intellectuels engagés, partis politiques, syndicats, entreprises multinationales, bailleurs mondiaux) pour analyser d'un jour critique deux contre-initiatives contemporaines, à deux échelles distinctes : l'ALBA d'une part, et d'autre part un projet local à résonance ethnique, celui de la branche andine de l'Association des Populations des Montagnes du Monde. En recherchant contre quoi s'érige le projet intégrationniste à chaque époque où on cherche à le promouvoir, on tentera de comprendre pourquoi il peut aujourd'hui se décliner selon des versions de nature politique assez radicalement opposées.

L'originalité de cette démarche réside dans l'usage qui est fait de l'analyse diachronique : il s'agit bien d'aller au delà du tableau chronologique ou du recensement des processus existants dans leur état à un moment choisi (Van Eeuwen, D., 1997), d'autant que ce travail montre la multiplication croissante du nombre d'alliances, et le jeu sur les échelles territoriales observé dans ces regroupements stratégiques. On ne souhaite pas non plus positionner les processus actuels en fonction de dynamiques antérieures dans une optique évolutionniste, afin de tenter

de comprendre mobilités et échanges contemporains à la lumière des circuits précolombiens ou coloniaux (comme chez Albo, X., Arratia, M. I., et al., 1996 pour les Andes centrales). Le fait de juxtaposer différentes époques permet également d'éviter l'écueil de la question de l'échelon optimal de l'intégration, un processus pouvant en accompagner un autre (Revel-Mouroz, J., 1991, Santander, S., 2004, mais surtout Dabène, O., 2000). Notre propos se situe dans une approche de géopolitique critique (Agnew, J., 1998, Ó Tuathail, G., 1996, O'Dowd, L., 2002) : au-delà d'une réflexion sur la rôle et le pouvoir de l'échelon régional, qui accompagne celui de la délégitimation de l'Etat (Ohmae, K., 1995, 2005, Prévot-Schapira, M.-F. & Rivière d'Arc, H., 2001) on soulève le problème du référent de l'action publique ou de la mobilisation sociale et des représentations territoriales des acteurs de l'intégration.

1. Le rêve continental, première formulation du projet intégrationniste

Le projet d'intégration du continent latino-américain est sans doute aussi ancien que l'unification culturelle de cet espace par les colonisateurs européens. Pourtant, cette question politique ne s'est posée en tant que telle qu'à partir des indépendances et du choix territorial qu'elles impliquaient (pendant la période coloniale, elle ne s'exprima qu'en termes de rivalités hégémoniques, notamment pour la fixation de la délimitation entre empire espagnol et portugais fixée par le méridien de Tordesillas en 1494). A l'aube du XIX^{ème} siècle, lors de la détermination des modèles politiques à suivre pour l'émancipation, le débat laissa en effet une grande place à l'idée intégrationniste. Celle-ci permettait de répondre de façon contradictoire à deux questions fondatrices : celle de la nationalité, définie comme principe culturel et celle du régime démocratique, principe politique.

Si les principes républicains proposés par les meneurs révolutionnaires « avaient l'immense avantage de définir la nature de la communauté civique selon des critères universels », ils se heurtaient dans le même temps à une leur faiblesse corollaire : ils ne permettaient pas d'offrir le « fondement pour le tracé de frontières concrètes » (Thibaud, C., 2006, p.115) qu'il fallait donc trouver dans un autre registre référentiel. C'est par la quête identitaire nécessaire pour mettre en œuvre le rêve politique qu'il promouvait qu'on peut sans doute expliquer l'aspiration intégrationniste de Simon Bolivar. « La conscience d'une histoire partagée par tous les peuples soumis à la Couronne de Castille suscitait la tentation de reconstruire une unité nationale hispano-américaine qui se substituât à la nation espagnole de l'Ancien et du Nouveau Monde ». (C. Thibaud, *ibid*). Sur ce point, il était loin de faire montre d'une vision du monde révolutionnaire, ou de promouvoir une utopie moderne, mais au contraire semblait habiter son projet continental d'une vieille idée de la nation (à construire d'abord en référence à une puissance extérieure). Procédant de la même façon que pour la construction des nations européennes dont on avait naturalisé les frontières pour matérialiser le pouvoir des rois en le fondant sur les lois naturelles, il se trouva des scientifiques pour accompagner ce projet : l'Amérique Latine paraissait en effet « destinée à devenir une grande individualité politique, et, parmi les causes de cette évolution, l'unité géographique de la contrée a une importance de premier ordre » pouvait-on écrire (E. Reclus : *La nouvelle géographie universelle, la terre et les hommes*, 1893).

Le souci de Bolivar s'accompagnait d'une préoccupation géopolitique à court terme : s'agissant d'empêcher la reconquête espagnole, il valait mieux des territoires unis, mais ayant institutionnalisé leur alliance (de façon à ce que la métropole ne puisse reprendre aucun segment de son ancien empire). Ce dernier avait saisi les enjeux du renouvellement de l'équilibre des puissances dans un monde « post-napoléonien » d'où découlait la nécessité pour les stratèges de s'insérer dans un système d'alliances et de blocs territoriaux. C'est dans ce contexte qu'il faut sans doute comprendre la célèbre « Lettre de la Jamaïque », où il énonce

en 1815, « une idée grandiose », celle de faire en sorte que le nouveau continent émancipé ne forme qu'une seule nation. Les élites pro-républicaines des Amériques le soutenant dans ce projet d'association des ex-colonies sur le modèle des cités libres de la Grèce antique, il se décida à convoquer, depuis Lima en 1824 un Congrès amphictyonique des nouvelles républiques.

Celui-ci se tint en juillet 1826 à Panamá, mais fut moins ambitieux que prévu : les provinces argentines n'envoyèrent pas de délégué, les représentants de Bolivie n'eurent pas le temps d'arriver, il fut impossible au Chili de trancher entre fédéralistes et centralistes pour savoir qui mandater. On peut remarquer également que les Etats-Unis furent invités – par Francisco De Paula Santander, second de S. Bolivar (sans l'avis de ce dernier) sans que leur soit donné le droit de pouvoir prendre part aux discussions. Restait aussi en suspens le problème du Brésil qui demeurait sous tutelle portugaise, avec lequel il était difficile de négocier de ses ambitions sur le Río de la Plata. Un texte final fut cependant signé par le Mexique, les Provinces Unies d'Amérique centrale, la Grande Colombie, et le Pérou afin de tenter de faire face à trois dangers identifiés : la fragmentation interne des Etats (et les rivalités entre pouvoirs national et régionaux), les possibles guerres entre nouvelles républiques², ainsi que l'hostilité des monarchies de la Sainte Alliance au principe républicain. Dans cet objectif d'ailleurs, il faut pointer le fait que le Libertador rêvait d'un tutorat britannique sur son projet de « nation de républiques ». Une Amérique Latine politiquement réunie pourrait être opposée aux deux « empires » du nouveau monde que constituaient alors les Etats-Unis et le Brésil.

Ce regroupement continental ne dura guère que le temps du congrès. Il reposait sur une architecture pyramidale, l'union continentale devant prendre la forme du regroupement de confédérations de niveau régional qui, elles-mêmes, connurent une existence très éphémère, qu'il s'agisse, du sud au nord, de la Fédération péruano-bolivienne, de la Grande Colombie (composée de la Nouvelle Grenade et du Venezuela³) ou des Provinces Unies d'Amérique Centrale (ou République fédérale centro-américaine, composée du Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica)⁴. Ce dessin d'ensemble avait l'avantage de permettre des initiatives d'échelles variées. On vit ainsi émerger des projets de niveau intermédiaire, tel celui d'une Confédération Andine qui aurait agrégé la Grande Colombie, l'Equateur, et la fédération péruvo-bolivienne qui ne vit jamais le jour. Trois ans après Panamá, la proclamation de la doctrine Monroe, pouvait y constituer une réponse, ou du moins une reformulation scalaire de l'idée intégrationniste.

Cependant, ces confédérations éclatèrent sous les rivalités des bourgeoisies urbaines qui avaient mené les luttes pour l'indépendance. Les contours des Etats accédant finalement à l'indépendance correspondent donc à une stabilisation des rapports de force économiques et politiques datée. Le processus d'éclatement aurait pu même aller plus loin : le général

² C'est dans ce but que le congrès valida le principe de délimitation frontalière 'uti possidetis, ita possideatis' (comme vous possédez, vous posséderez), injonction à respecter le découpage colonial dans le tracé des frontières internationales. Son application fut plus difficile qu'on ne l'escomptait. Dans les fait, seulement 30% des frontières internationales latino-américaines y reprennent des tracés antérieurs au 19^{ème} siècle, legs direct du découpage de l'espace continental réalisé par les empires ibériques (FOUCHER, M., 1991) (. Si les capitales des nouveaux Etats sont souvent les anciens centres du pouvoir colonial, il n'en va pas de même pour leurs périphéries. Ce décalage est lié à plusieurs facteurs. Le premier est lié à l'enchevêtrement des limites coloniales, caractéristiques de l'ancien régime ; le deuxième s'explique par le fait que la hiérarchisation du découpage colonial fut loin d'être toujours respectée. Le troisième facteur repose sur le fait que ces limites coloniales étaient rarement déterminées sur le terrain par un bornage précis, et reposaient sur une connaissance cartographique très limitée encore à l'aube du 19^{ème} siècle. Le quatrième et non des moindres, est constitué par l'exception brésilienne AMILHAT SZARY, A.-L., 2005, "Géopolitique et frontières en Amérique Latine" in HARDY, S. & MÉDINA, L. (dir.), *L'Amérique Latine*, Paris, Ed. du Temps: p. 11-33..

³ Bolivar lui-même hésitait sur la nature du régime à accorder à sa patrie émancipée : un Venezuela resserré ou une Grande Colombie intégrée ? Optant pour la Grande Colombie, il y promut cependant un système très centralisé. L'unité colombienne devait disparaître avec son décès.

⁴ qui éclatèrent respectivement en 1830 pour la deuxième et en 1839 pour les deux autres.

bolivien Santa Cruz voulait ainsi diviser le Pérou en deux (une partie nord qui aurait eu pour capitale Lima, une partie sud organisée autour de Cuzco) dans le but d'attirer le sud affaibli sous l'orbite bolivienne et de donner à son pays la maîtrise des régions densément peuplées de l'altiplano. C'est finalement l'argument économique qui l'emporta dans la définition des jeunes Etats latino-américains s'émancipant de la tutelle espagnole, dans un contexte où le modèle politique faisait encore débat et où les distinctions identitaires semblaient difficiles à justifier. Il consacrait le triomphe des intérêts des bourgeoisies locales, à l'origine du fonctionnement oligarchique des Etats indépendants d'Amérique Latine. On peut les opposer de façon binaire au romantisme stratégique des rêves bolivariens. Il faut plutôt retenir de ces premiers avatars que les projets intégrationnistes font partie de l'identité latino-américaine, liés au substrat politico-culturel commun du continent : au cours de l'histoire des deux derniers siècles, ils interagissent constamment avec le processus de construction nationale. On remarque que, à la différence de l'Europe, en Amérique Latine, l'idée intégrationniste n'est pas exclusive de celle de la nation. Depuis la dimension transnationale de la geste de libération (qui voit les deux grandes armées de Bolivar et San Martin traverser le continent pour y diffuser le ferment nationaliste) jusqu'aux projets nationalistes du tournant du XXème siècle, l'intégration va constituer un référent stratégique récurrent des politiques nationales⁵. Dès les années 1850 cependant, certains revenaient sur le premier consensus, au titre d'une critique économique cette fois : « L'Amérique est mal faite, messieurs, si vous me permettez d'employer cette expression. Il faut recomposer sa carte géographico-politique. C'est un bâtiment ancien, construit selon une pensée caduque aujourd'hui ; avant c'était une usine espagnole où les départements étaient consacrés à des tâches spécifiques distribuées en fonction des nécessités de la planification industrielle du fabricant ; aujourd'hui chacun de ces départements est une nation indépendante et travaille pour soi, selon son inspiration. Dans cette nouvelle tâche, ce nouveau régime d'existence, il ne trouve pas toujours le local de son domicile adéquat et commode au développement de ses multiples et diverses fonctions, et il aurait besoin de modifier le plan de son bâtiment, mais il butte contre les limites établies par la métropole monarchiste qu'a respectées l'Amérique républicaine »⁶ proclamait Juan Bautista Alberdi cité par Almeida, R. & Lagos, G., 1965, plus connu pour avoir été l'un des grands constitutionnalistes de l'Argentine que pour ses prises de position avant-gardistes sur l'intégration économique (sur lesquelles il revint à la fin de sa vie, revenant vers une position protectionniste).

2/ L'intégration planifiée : une tentative de régulation économique continentale

L'idée d'intégration fut mise en sommeil pour près d'un siècle après l'échec de la tentative bolivarienne, pour renaître sous un angle économique à partir des années 1950. C'est sous l'égide de la CEPAL que les accords économiques allaient se généraliser sur le continent

⁵ La chronologie de ces projets reste à faire, de 1850 aux années 1950, pour montrer le lien entre des projets dont le positionnement sur l'échiquier politique traditionnel varie énormément, des libéraux au plus célèbre Pacte ABC (Argentine, Brésil, Chili), soutenant un axe Buenos Aires-Río de Janeiro-Santiago (Juan Perón, Getúlio Vargas, Carlos Ibañez del Campo) comme base d'un « continentalisme » reformulé dans un objectif de défense.

⁶ « La América está mal hecha, señores, si me es permitido emplear esta expresión. Es menester recomponer su carta geográfico-política. Es un edificio viejo, construido según un pensamiento que ha caducado; antes era una fábrica española cuyos departamentos estaban consagrados a trabajos especiales distribuidos según el plan industrial necesario del fabricante; hoy cada uno de los departamentos es una nación independiente y trabaja según su inspiración para sí. En esta ocupación nueva, en este nuevo régimen de existencia, no siempre encuentra adecuado y cómodo el local de su domicilio para el desempeño de sus multiplicadas y varias funciones y tendría necesidad de variar el plan de su edificio, pero tropieza con los límites que estableció la Metrópoli monárquica y que ha respetado la América republicana. ».

latino-américain et changer de nature en même temps que d'échelle⁷. La Commission Economique pour l'Amérique Latine existe depuis 1948 : c'est l'une des agences continentales fondées par les Nations Unies, et sans doute celle qui fut la plus active. C'est en effet en son sein que fut définie la théorie de la substitution des importations, qui devait donner lieu à la formalisation dans les années 1970 de l'école de la dépendance. Dans la réflexion menée par ses théoriciens (notamment Raúl Prebisch, 1962 (1949)), dès son étude économique du continent publiée en 1949 il apparut assez rapidement que, pour remédier au sous-développement, il fallait utiliser le protectionnisme mais aussi élargir les marchés domestiques, d'où l'idée d'appliquer une politique d'industrialisation pour la substitution des importations (ISI) à l'échelle continentale. C'était aller contre l'insertion dans un système d'échanges mondialisés et promouvoir au contraire un recentrage et même une certaine autarcie de la région. L'intégration continentale apparaissait dès lors comme un outil de rationalisation de l'industrialisation des pays latino-américains, la réciprocité devant permettre à chacun une spécialisation bénéfique. Ce processus se structura autour de quatre pôles régionaux traditionnels : malgré des résultats mitigés, ils se maintinrent jusqu'à la crise de la dette qui isola les pays fragilisés et augmenta les difficultés d'articulation entre eux. Trois d'entre eux ont une vocation régionale, mise en œuvre dans le cadre d'un échelon continental articulatoire, celui de l'association latino-américaine de libre échange – libre commerce (ALALE ou ALALC) fondée en 1960 (traité de Montévideo) et remplacée en 1980 par l'ALADI (Association pour le Développement Industriel), traduisant une vision plus pragmatique de l'intégration (possibilité de négociations avec des pays tiers, notamment des pays développés, et d'accords bilatéraux entre pays membres). Il s'agit de :

- le marché commun centre-américain (MCCA), conçu en 1960 (traité de Managua, « traité général d'intégration centraméricaine ») par cinq membres : Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador ;

- le Pacte Andin, créé en 1969 (traité de Carthagène), réunissant la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Chili (qui le quitta en 1976), rejoints par le Venezuela en 1973 ;

- la Communauté des Caraïbes (anglophone) ou CARICOM, née en 1973 (traité de Chaguaramas), fondée par quatre Etats rejoints ultérieurement par onze autres.

A l'époque, l'initiative intégrationniste est soutenue par des acteurs socio-politiques très divers, et notamment par des partis politiques de gauche ou du centre.

L'APRA (Alianza Popular Revolucionaria Americana), d'inspiration marxiste, créée par le péruvien Víctor Raúl Haya de la Torre, fut le premier parti politique à proclamer l'intégration comme nécessité d'intégration. Du Mexique, son fondateur appelait en 1924 à « l'union politique et économique des pays latino-américains dispersés » Haya De la Torre, V. R., 1936 (chapitre VI, p. 121), définissant en 1928 l'intégration « comme le premier pas sur le chemin de notre défense (celle de l'Amérique Latine) anti-impérialiste et de l'unification politique et économique des vingt républiques entre lesquelles se divise la grande nation indo-américaine ». Poursuivant ce programme, l'APRA, devenue l'un des piliers du jeu politique péruvien, contribuant à convoquer un Parlement Latinoaméricain en décembre 1964 à Lima.

L'analyse de la place du mot d'ordre intégrationniste au cœur de la Démocratie Chrétienne illustre sa progression vers une position consensuelle. Ce parti effectivement présent dans la plupart des pays du sous-continent, disposant de plus d'un secrétariat permanent, l'ODCA (Organisation Démocrate Chrétienne d'Amérique), allait porter au pouvoir un certain nombre de chefs d'Etat à partir des années 1960⁸. Les positions déterminées à l'occasion des

⁷ N'existaient que des textes bilatéraux avant les années 1950, comme ceux qui unirent Brésil et Uruguay dès 1936, Brésil et Argentine en 1940, Brésil et Chili en 1943.

⁸ Cf. le parti démocrate-chrétien d'Eduardo Frei (président du Chili 1964-1970) ; le parti d'unité sociale chrétienne de Rodrigo Carazo (président du Costa Rica 1978-1982) ; le parti démocrate-chrétien de José Napoleón Duarte (président du Salvador 1984-1989) ; le parti populaire chrétien qui partage le pouvoir avec le

cinquième et sixième Congrès Internationaux de la Démocratie Chrétienne (Lima 1959 et Caracas 1964) témoignent de l'adoption croissante du point de vue intégrationniste. En 1959, le thème fut discuté sans qu'aucune décision ne soit adoptée : on lit dans les annales du parti que : « l'intégration économique de l'Amérique Latine est absolument nécessaire, comme moyen pour que les pays latino-américains disposent d'un ample marché suffisamment dynamique pour permettre l'intensification de la production en général (...) »⁹ (*Anales del Quinto Congreso Internacional de la DC*, publication de la Comisión Organizadora, Lima 1959, pp 73-75 & 121-126). Quelques années plus tard, la définition que la Démocratie Chrétienne donne de l'intégration a évolué vers une prise en compte plus importante des objectifs politiques : « la solution des grands problèmes qui étouffent les peuples latino-américains exige de façon inéluctable, en plus de la transformation radicale des structures socio-économiques au sein de chaque Etat, une intégration économique, sociale et politique qui comprenne tous les peuples d'Amérique Latine » (VI Congreso Internacional de la Democracia Cristiana, *Informe final*, Caracas, mai 1964, p. 1-4)¹⁰. Pour ce faire, des institutions nouvelles sont nécessaires et la création d'un Conseil des Ministres de l'Economie, de ministres de l'Education, ainsi que celle d'un Parlement Latino-américain et d'une cours Latino-américaine de justice sont proposées.

Le soutien se prolonge jusque dans les organisations ouvrières dont, en tout premier lieu, l'ORIT (Organización Regional Interamericana de Trabajo), expression de l'interaméricanisme ouvrier, à laquelle participe la plus grande partie des syndicats socialistes réformistes d'Amérique Latine ainsi que l'AFL-CIO états-unienne. Lors de son sixième continental (1965), l'ORIT déclare son appui au processus intégrationniste matérialisé par la création de l'ALALC et du MCCA en trois points : l'organisation manifeste son accord au processus, déclare son appui aux efforts de coordination économique, et exprime sa satisfaction face à la création d'un Parlement latino-américain à Lima en 1964, tout en demandant « la participation effective et organisée des travailleurs d'Amérique Latine au sein des organismes de planification continentale fondés pour mettre en œuvre l'intégration, dans des conditions de représentation équivalentes à celles du Capital et de l'Etat. »¹¹. Le soutien

parti d'Acción Popular de Fernando Belaúnde Terry (président du Pérou 1963-68 et 1980-90) ; le Comité électoral indépendant d'organisation politique de Rafael Caldera (président du Venezuela 1969-74 et 1994-99) ; la participation au gouvernement de Rómulo Betancourt (1959-64) en Colombie.

⁹ « Es absolutamente necesaria la integración económica de Latinoamérica, como medio para que los países latinoamericanos dispongan de un amplio mercado propio y lo suficientemente dinámico como para permitir la intensificación de la producción en general, así como de bienes de capital en particular, paso éste que es preciso darlo como un requisito básico par el sólido desarrollo de todos y de cada uno de los países de América Latin en el futuro inmediato ».

¹⁰ « la solución de los grandes problemas que agobian a los pueblos latinoamericanos exige ineludiblemente, además de la transformación radical de las estructuras socioeconómicas dentro de cada Estado, una integración económica, social y política que comprenda a todos los pueblos de América Latina. Que la integración económica y social necesita una inicial de la decisión política si la cula ninguna forma concreta de integración social y económica puede comenzar, y una segunda etapa en que sucesivas decisiones políticas aceleren la marcha del proceso integracionista y lo culminen con la constitución de un ente político único que abarque a todas las naciones de la América Latina ».

¹¹ « *Manifestar* su pleno apoyo al proceso de integración económica, política y cultural de Latinoamérica, como el medio más eficaz de asegurar el desarrollo económico y social de la zona y la elevación del nivel de vida de los trabajadores. *Declarar* su respaldo a los esfuerzos de coordinación económica iniciados pcon el MCC y la ALALC, así como su deseo de que se llegue a la formación de un Mercado Común Latinoamericano; *Expresar* su satisfacción por la creación del Parlamento Latinoamericano fundado en Lima, Perú, el 11 de diciembre de 1964, como institución de origen popular, representativa de todas las corrientes políticas democráticas de Latinoamérica y recomendar a las organizaiociones afiliadas a la ORIT que le presten apoyo y consideración; *Demandar* la participación efectiva y organizada de los trabajadores de América en los organismos de planificación continental que se funden como resultado de la integración y en igualdad de condiciones con los representantes del Capital y del Estado. » cité par ALMEIDA, R. & LAGOS, G., (dir.), 1965, *La integración latinoamericana. Situación y perspectivas*. Buenos Aires, INTAL, p. 217.

est tout aussi explicite au sein de la CLASC (Confederación Latinoamericana de Sindicatos Cristianos), numériquement moins importante que l'ORIT, mais dynamique et alors en progression.

C'est dans ce contexte que put être fondé le Parlement Latino-américain (« Parlatino »), dont la première réunion eut lieu à Lima, les 7-11 décembre 1964. Y participaient des sénateurs et députés originaires de treize pays du sous-continent, représentant les partis intégrant ces congrès nationaux, ainsi que des observateurs issus des principaux organismes internationaux de la région (CEPAL, BID, OEA). La présence de la démocratie dans tous les pays « intégrant le continent » fut proclamée comme une « base indispensable dans le but de l'intégration de l'Amérique Latine sur le plan politique »¹², clause qui allait devenir immédiatement caduque avec la prolifération des dictatures. Malgré les soubresauts de l'histoire latino-américaine dans la deuxième moitié du vingtième siècle et les pesanteurs qui ont freiné l'ALALC devenue ALADI, ce parlement existe toujours. Par sa longévité il a largement dépassé celui que Bolivar avait convoqué à Panamá, pourtant, sa discrétion politique explique sans doute qu'il n'ait pas détrôné son illustre ancêtre dans les représentations courantes de l'histoire de l'intégration continentale. De cette phase d'institutionnalisation de l'intégration latino-américaine, on retiendra sans doute un remarquable consensus du corps social en faveur de cette dynamique continentale. Les associations patronales la soutenaient également, comme l'IALA (Asociación de Industriales Latinoamericanos) fondée ad-hoc par les organisations industrielles les plus importantes issues des pays signataires du Traité de Montevideo. Dans ce mouvement, elle prenait un contour distinct de la définition qui en avait été donnée au XIX^{ème} siècle : l'intégration de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle ne se définissait plus comme alternative à l'Etat-nation mais bien comme solution d'accompagnement de l'économie capitaliste.

3. Le rejet de l'intégration par l'intégration : acteurs et échelles

Entre le rejet de l'ALCA et les prémisses institutionnelles que nous venons de décrire, on trouve une autre génération de traités d'intégration sur lesquels notre objectif n'est pas de revenir ici (cf. le MERCOSUR, Marché Commun d'Amérique du Sud fondé par le traité d'Asunción (1991) et entré en vigueur en 1995 ; l'ALENA (ou NAFTA) ouvert en 1994, l'Andean Free Trade Agreement signé en 2004, (cf. Azuelos, M., Cosio-Zavala, M. E., et al., 2004 notamment). Ces derniers accompagnent la libéralisation des échanges à l'échelle mondiale et l'ouverture de l'économie continentale, ils mettent en place des grands marchés, plus aptes pour l'instant à favoriser la circulation des marchandises et des capitaux que celle des hommes et des solutions politiques. Par leur redécoupage de l'espace et la polarisation continentale qu'elle provoque, ils semblent marquer une étape ambivalente dans la progression de l'idée intégrationniste. D'une part, l'échelle de l'aire influence a changé, qu'il s'agisse du MERCOSUR ou de l'ALENA, les périmètres concernés englobent quasiment un sous-continent : on a fait remarquer que l'innovation géopolitique du MERCOSUR avait sans doute constitué dans la réunion inédite des deux géants du sud que représentaient l'Argentine et le Brésil d'une part, et surtout l'ancrage de ce dernier dans une trajectoire continentale qu'il cherche toujours à compléter par une stratégie de leadership global (notamment au sein du G22, cf. Frégosi, R., 2006, p. 123). Les blocs émergents semblent alors autant rivaux que complémentaires (Dabène, O., 2000), comme le montre la valse-hésitation des candidatures, certains pays de la CAN étant devenus membres associés du MERCOSUR dès 1996

¹² « una de las bases indispensables para el logro de la integración de América Latina en el orden político lo constituye la vigencia efectiva de la democracia en todos los países que integran nuestro continente. »

(Bolivie), ou s'étant rapprochés d'autres voisins (le Venezuela réuni avec la Colombie et le Mexique dès 1991 au sein du Groupe des Trois).

C'est dans ce contexte que G. Bush père a lancé l'« Initiative pour les Amériques » (discours du 27 juin 1990), afin de promouvoir une zone de libre échange bi-hémisphérique (son sigle en varie selon les langues : ZLEA ou ALCA) qui regrouperait 800 millions de personnes et 40% du PIB mondial, reprenant à son compte la vieille antienne intégrationniste. Son lancement fut effectué lors du premier Sommet des Amériques (Miami, 1994) qui regroupait 34 pays, excluant Cuba sur un critère démocratique. Il fut suivi par les sommets de Santiago (1998), Québec (2001) et Monterrey (2004). L'enthousiasme initial se heurta à la diversité croissante des intentions politiques, et à la mise en forme de l'expression de formules alternatives. A partir de la rencontre de Québec, ce qui se passait dans les rues autour du Sommet importa en effet tout autant pour l'Amérique Latine que les négociations officielles.

En parallèle à cette initiative venue du nord, les recompositions allaient bon train au sud : d'un point de vue institutionnel d'abord, un premier accord fut ainsi signé entre la CAN et le MERCOSUR en 1998, suivi par un traité de libre commerce en 2004 (Cuzco) donnant naissance à la Communauté sud-américaine des nations (CSAN). Elle regroupait donc les membres du Marché commun du Cône sud (Mercosur) que sont le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, ceux de la Communauté andine des nations (CAN) formée de la Colombie, du Venezuela, du Pérou, de la Bolivie et de l'Equateur, auxquels se joignaient le Chili, la Guyana et le Surinam alors que deux autres Etats, le Mexique et le Panamá, y avaient un statut d'observateur : en quoi se différenciait-elle de l'ALCA dans sa revendication intégrationniste ? La CSAN refusait le leadership nord-américain d'une part, et prétendait renouveler le rôle régulateur conféré aux institutions interventionnistes dans les années 1950-60. De toute autre nature apparaissent les initiatives intégrationnistes alternatives, dont la plus célèbre est l'ALBA.

L'opposition à l'ALCA a en effet donné naissance à un repositionnement des acteurs politiques, sociaux et économiques sur le continent, prenant la forme d'une « campagne » dite « anti ALCA » qui s'apparente à un mouvement social international. Dans tous les pays concernés, des mouvements, comités ou plates-formes nationaux sont nés du réseau d'organisations sociales existantes, principalement issus de la nébuleuse altermondialiste fédérée au niveau international par les Forums Sociaux Mondiaux depuis Porto Alegre-2001. Ces initiatives ont trouvé au Forum Social Mondial de janvier 2002 l'opportunité de dialoguer et de se regrouper, donnant naissance à une « Coordination continentale » (CC) de la campagne anti ALCA, formée de deux représentants des mouvements, comités ou plates-formes nationaux, ainsi que de deux représentants par réseau continental ou régional. Cette dernière fut dotée d'un Secrétariat continental (SC) sis au Brésil, formé du Secrétariat de l'Alliance sociale continentale du Brésil et du Secrétariat de la Campagne brésilienne contre l'ALCA "A tous les peuples d'Amérique. Appel lancé par les participants à la IIème rencontre hémisphérique de lutte contre l'ALCA, La Havane, 2002," 2003. Cette campagne anti-ALCA prend cependant une forme territoriale ambiguë : nébuleuse d'ONG, elle n'échappe pas à une forme de leadership continental exercée par le Brésil. Avant de devenir président du Brésil en 2003, L.I. Lula da Silva a en effet joué un rôle important dans le rejet de l'ALCA : « Au fil des jours, de nouvelles études démontrent que pratiquement tous les secteurs de l'économie brésilienne perdront plus que ce qu'il gagneront en adhérant à l'ALCA (...). C'est pour cela que nous défendons une véritable intégration politique, économique et culturelle des pays latino-américains afin de négocier avec les Etats-Unis dans de meilleures conditions. » écrivait-il ainsi en 2002 (« Le Brésil et l'ALCA », août 2002).

Le rejet à l'ALCA a ainsi donné lieu à de nouvelles reformulations du projet intégrationniste latino-américain et à l'expression conjointe de visions géostratégiques pour ce continent. La plus connue aujourd'hui est l'ALBA, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques, initiative lancée par le président vénézuélien Hugo Chávez, dont les termes reprennent le projet de

libération de Simon Bolivar son lointain prédécesseur. Evoquée au troisième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (Caricom), sur l'île de Margarita, en décembre 2001, elle est officiellement née de la consolidation de l'axe Venezuela –Cuba, lors d'une rencontre à La Havane en avril 2005. L'idée fondatrice est de placer la solidarité interne avant la compétitivité externe, sur la base d'une complémentarité renouvelée, grâce à la suppression des droits de douane mais aussi l'utilisation de fonds compensatoires (financés grâce aux revenus pétroliers vénézuéliens) et aux commandes publiques. En rejoignant cette alliance en 2006, le président bolivien Evo Morales a proposé de l'accompagner d'un Traité de Commerce des Peuples (TCP formulé en opposition aux traités de libre-échange que multiplient les USA pour passer outre le rejet de la ZLEA) à faire co-signer par les membres de l'ALBA. Soit encore une nouvelle déclinaison de la perspective intégrationniste, toujours dans l'objectif double d'une démarche géopolitique continentale et d'un positionnement de leadership.

De façon frappante à nos yeux, la critique de la dynamique d'intégration libérale passe aujourd'hui par la multiplication d'initiatives de type associatif. Nous en avons étudié un certain nombre dans les Andes centrales, où l'on voit des régions monter des projets d'intégration dans le but de dépasser la marginalisation que leur impose les dynamiques continentales (Amilhat Szary, A.-L., 2003, 2005 [2006]). Leur fonctionnement multiscale peut se construire sur une base transnationale, ce qui pose question, démarquant ces initiatives des premiers projets pyramidaux qui visaient à construire des Etats puis à les fédérer dans au sein d'institutions plus ou moins fortes. A titre d'exemple, on peut revenir sur la structuration de la branche latino-américaine de l'Association des Populations des Montagnes du Monde, réseau mondial, animé par des élus, des membres d'associations indigènes et des chercheurs ou experts des zones concernées (cf. <http://www.mountainpeople.org>)¹³. Ce projet peut être qualifié d'intégrationniste, à une autre échelle et sur une autre base territoriale que celle du regroupement des Etats : il procède de la conjonction d'une prise de conscience externe (celle de la fragilité écologique et humaine des milieux de montagnes ayant conduit l'ONU à proclamer une année Montagnes) avec la maturation politique des revendications ethniques indigénistes. Celle-ci s'est structurée grâce à la mobilisation pour l'organisation d'une série de rencontres régionales destinées à préparer les grands sommets mondiaux (Quito et Bichkek, Kirghizstan 2002). Cette organisation témoigne dans ses textes d'une définition complexe des Andes : la conscience d'une spécificité montagnarde d'une part (« Pour nous, la montagne est un tissu de territoires en interrelations et traversés par des échanges matériels et immatériels (...) » *Rencontre régionale andine, 7-10 septembre 2006, Cuzco, Pérou*) et celle du rôle fondamental des peuples premiers dans le devenir de ce type d'espace d'une autre (« L'APMM est ainsi une « caisse de résonance » qui s'appuie sur les organisations sociales et indigènes de chaque pays », site web APMM). Les déclarations sur l'eau ou la coca, ou encore les propositions renouvelées lors de la dernière rencontre de septembre 2006 : « Proposition : Nous proposons que ces territoires soient reconnus comme fondement de l'organisation sociale, culturelle, politique des sociétés humaines concernées et de la relation spirituelle et matérielle de l'homme à la richesse naturelle (éléments vitaux), et par conséquent fondement de l'organisation de ses activités économiques et productives ») construisent une vision intégrée de l'avenir des territoires andins, dans un sens bien différent de celui qu'induisent les intégrations régionales analysées précédemment. Ce hiatus est d'ailleurs revendiqué : dès 2002, fut promulgué une « déclaration de Achocalla contre l'ALCA », et les minutes de l'atelier de septembre 2006 à Cuzco réaffirment : « Nous

¹³« L'APMM est née du premier Forum mondial de la montagne qui s'est tenu à l'UNESCO (Paris) et à Chambéry (Savoie) en juin 2000 à l'initiative de l'Association nationale des élus de la montagne (ANEM) et de la ville d'accueil. A l'issue du Forum qui a réuni 70 pays et 900 participants, il a été décidé de créer une association mondiale des populations de montagne pour faire entendre la voix des montagnards et l'expression de leur volonté. » (nous soulignons), site web de l'APMM : <http://www.mountainpeople.org/fr/histoire/questions.php>

continuons à rejeter les politiques et propositions d'intégration économique qui ne reconnaissent pas nos cultures, nos spécificités, nos modes de production et économies propres. Au niveau continental et en matière d'intégration économique et politique, nous voulons approfondir de nouvelles propositions, du type ALBA et TCP (Traité de Commerce des Peuples), qui cherchent une plus grande équité et une plus grande justice. Par sa structure originale, qui regroupe des organisations sociales, des autorités élues, des ONG et des individus, experts ou habitants de montagne, l'APMM est un espace différent de ceux qui existent déjà au niveau andin, ce qui permet de s'adresser à des secteurs et acteurs plus diversifiés au niveau andin comme au niveau mondial. ». La force d'un tel mouvement est certainement sa dimension réticulaire, qui permet une nouvelle fois de proposer l'intégration comme alternative à une intégration imposée.

4/ Les USA et l'intégration : le panaméricanisme, frein ou accélérateur de l'intégration latino-américaine ?

Si nous avons volontairement tenté de d'isoler la discussion sur le statut des Etats-Unis dans les processus d'intégration latino-américains, ce serait un total contre-sens que de l'évacuer. Pour discuter l'idée que l'on se fait traditionnellement d'un sous-continent soumis à son voisin états-unien (« Si loin de Dieu, si près des Etats-Unis » disait Porfirio Diaz du Mexique qu'il a gouverné de façon quasi continue de 1876 à 1911), nous nous proposons de revenir sur l'analyse du panaméricanisme comme un volet des dynamiques méridiennes qui ont traversé l'Amérique Latine,

On affirme généralement le statut fondateur du discours du président américain James Monroe datant du 2 décembre 1823, marquant les fondements d'une « doctrine » éponyme. On a déjà souligné la corrélation chronologique entre cette déclaration et la convocation au premier congrès panaméricain lancée par Simon Bolivar aux nouvelles républiques latino-américaines, le lien entre les deux initiatives apparaissant de nature contradictoire : le leadership états-unien n'excluant pas une intégration au sud, la perspective d'unité du sud stimulant l'autoritarisme du nord. Malgré l'affirmation d'une menace à l'encontre des puissances européennes qu'il contient, le panaméricanisme que ce texte contribue à asseoir fut plutôt conçu comme l'expression d'une influence, sans aucune obligation de réciprocité : tout au long du 19^{ème} siècle, les Etats-Unis ne se sont mobilisés que pour asseoir leurs intérêts en Amérique Latine¹⁴. Le panaméricanisme, tel que nous l'entendons souvent, ne serait en fait que son interprétation récente, qui date de la fin de la suprématie économique britannique en Amérique Latine (les investissements de la Grande Bretagne sur le sous continent passent de 754 millions de livres en 1938 à 245 en 1951) et de l'entrée dans la guerre froide consécutive au deuxième conflit mondial (au cours duquel tous les pays du continent ont fini par s'aligner contre les puissances de l'axe¹⁵). Les Etats-Unis ont ensuite tenté d'emmener le continent unifié avec eux dans la Guerre Froide.

¹⁴ Ainsi, et à l'exception de quelques situations conflictuelles en Amérique Centrale, les Etats-Unis sont très peu intervenus dans le processus de traçage des frontières latino-américaines. De façon similaire, ils n'ont pas bougé pour venir en aide aux pays nouvelement indépendants lors des agressions subies par ces derniers, comme l'occupation par la Grande-Bretagne du Belize en 1824, ou des Malouines / Falklands en 1832. Ils ont par ailleurs rapidement pris leurs marques sur l'espace qui s'étendait au sud de leur territoire : acquisition de la Floride en 1819 suite à leur intervention, annexion d'une portion importante de territoire mexicain en 1847, puis de Porto Rico en 1898 (après la guerre contre l'Espagne qui leur a aussi permis de s'adjointre Hawaii et les Philippines, ainsi qu'un contrôle sur Cuba), sans compter les multiples prises d'intérêt des entreprises états-uniennes dans le jeu économique latino-américain (leur intervention au Panamá en 1903 leur ouvre le contrôle sur le canal à construire).

¹⁵ L'Argentine étant restée neutre jusqu'au tout dernier moment, ce qui s'en est fortement ressenti dans ses relations post-guerre avec les Etats-Unis qui ont alors renforcé leurs liens avec le Brésil.

Les Etats-Unis ont alors développé une politique continentale basée sur la sécurité, refusant dans les années 1950 des demandes d'intégration économique émanant du sud, qui s'est traduite par la création en 1948 de l'OEA (Organisation des Etats Américains, dont l'ancêtre fut l'Union panaméricaine de 1910, elle-même fondée sur la base de l'Union internationale des républiques américaines de 1890). Il s'agissait de fait de la première alliance défensive, basée sur le Traité Interaméricain d'Assistance réciproque en cas d'agression signé en 1947 (soient quelques mois après plan le Marshall, mais deux ans avant l'OTAN). « Seule instance géopolitique continentale à associer sud et nord d'un même fuseau géopolitique », son siège fut cependant localisé à Washington, ainsi que ses organes de fonctionnement. Dans les faits, pendant cette période l'action états-unienne a pris une forme très interventionniste. Pour arriver à leurs fins, ces derniers furent ainsi amenés à peser directement sur le devenir des régimes politiques latino-américains : financement de mouvements contre-révolutionnaires en Amérique Centrale et en Colombie, participation à des coups d'Etat « préventifs » conduisant à l'installation violente de dictatures à partir de 1961 (dont le renversement de Salvador Allende par Pinochet en 1973 appuyé par Kissinger).

Lorsque Kennedy lança son « Alliance pour le progrès » pour permettre l'accroissement des investissements états-uniens au sud, en 1961, il était déjà tard par rapport au grand souffle intégrationniste qui emmenait l'Amérique Latine aux lendemains du deuxième conflit mondial. Il n'en reste pas moins que la BID (Banque Interaméricaine de Développement) créée en octobre 1961 sous l'égide de Washington, marque un tournant dans le fonctionnement de l'intégration en Amérique Latine : elle s'est imposée depuis comme acteur incontournable des infrastructures d'accompagnement de l'intégration BID-INTAL, 1978, 1981, 1990, 1992. Par ce rôle qu'elle continue de jouer aujourd'hui (la BID est le principal bailleur de l'IIRSA- Initiative pour l'intégration régionale de l'Amérique du Sud, qui structure le réseau de liaisons terrestres transcontinentales en plein renouveau Van Dijck, P. & Haack, D., 2006), la banque a intégré l'influence nord-américaine dans le processus d'association du sud du continent.

La réaction se fit sentir dès la fin des années 1970 : lors de la conférence de La Havane, en 1979, on trouvait onze Etats latino-américains dans le camp des non-alignés. Quelques années plus tard, au plus fort de la crise centraméricaine dans laquelle les Etats-Unis étaient partie prenante, les pays du continent tentèrent de chercher ensemble des solutions, ce qui passait par l'expression sur la scène internationale de positions divergentes de celles des USA. Dès 1983 la Colombie, le Mexique, le Panamá et le Venezuela se réunirent dans ce but sur l'île de Contadora (Panamá). Rejoints en 1985 par l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay, ils purent former le « groupe des 8 », qui devint en 1986 une structure permanente sous le nom de « Groupe de Rio » (29 membres, excluant les Etats-Unis). Cette quête de légitimation géopolitique a rejoint dans les années 1990 la problématique intégrationniste. Le contre-pouvoir recherché au sein de ces alliances stratégiques est de fait venu du rôle croissant joué par le Brésil dans les échanges commerciaux internationaux (cf. son statut au sein du G22). D'où le positionnement de la contre-attaque des Etats-Unis, cette fois axée sur une stratégie commerciale tournant autour de la structuration d'une zone d'intégration tentant d'englober les Amériques, au sein de l'ALENA dans un premier temps, puis dans le cadre de la ZLEA.

Conclusion

A la lumière de ces analyses, l'idée d'intégration apparaît comme en tension entre la définition de l'identité et la recherche de la puissance. A ce titre, on voit bien en quoi elle n'est pas assimilable à celle du panaméricanisme états-unien qui constitue un projet concurrent. Par contre, elle ne s'oppose pas, comme en Europe, au nationalisme mais entretient avec lui des liens complexes de nature plus ou moins contestataire. Ce terrain politique est fertile de par ses contradictions apparentes, et les groupes sociaux peuvent s'en saisir selon leurs intérêts. L'intégration libérale contemporaine est rendue possible par la

transnationalisation des intérêts économiques des bourgeoisies mondialisées, de la même façon que les projets alternatifs reposent sur une mobilisation elle-aussi transnationale. Ce vaste mais trop rapide panorama historique nous semble permettre de montrer en quoi l'idée d'intégration a pu être mobilisée par et pour des intérêts aussi divergents, et pourquoi la discussion sur le processus d'intégration continentale a eu en Amérique une prise qu'il n'a pas connue ailleurs. La façon dont le problème de la liberté politique s'est défini depuis la période coloniale en fonction de l'horizon continental posé comme renouveau de l'universel en recèle, selon nous, la clé. Pourquoi le panaméricanisme se prête-t-il si bien à des projets de nature politique si radicalement opposée ? Le projet d'intégration latino-américain, aujourd'hui synonyme d'ultralibéralisme peut, de par sa proposition de dépasser les frontières de l'Etat, apparaître comme profondément révolutionnaire, connotation apparemment contradictoire : c'est poser l'hypothèse que son sens dépend fortement de l'interprétation du mot de liberté qui le sous-tend. De façon diverse et évolutive, l'intégration dans ce contexte apparaît tour à tour comme porteuse d'un envol révolutionnaire ou d'une ouverture libérale réformiste, la contradiction entre les deux termes pouvant justifier que l'on oppose une intégration à l'autre. Cette grille de lecture permet de relire le positionnement des acteurs en fonction des projets intégrationnistes, confirmant certaines évolutions (les bourgeoisies nationales ayant eu plus d'intérêt au fonctionnement de l'Etat qu'à son effacement au XIX^{ème} siècle, et s'en désintéressant davantage aujourd'hui, du fait de la globalisation et d'intérêts financiers supranationaux mais également en raison de la la reformulation de leur ancrage régional dans le cas de l'exploitation de ressources territorialisées) mais soulignant aussi l'émergence de l'appropriation par de nouveaux mouvements sociaux de cette façon multiscalaire d'articuler identité et territoire.

Lexique : sigles à expliciter

ALALC / ALADI

BID,

CEPAL,

CARICOM

MCCA

MERCOSUR

OEA

ZLEA / ALCA

Bibliographie indicative.

AGNEW, J., 1998, *Geopolitics. Revisioning world politics*. London, Routledge. 143 p.

ALBO, X., ARRATIA, M. I., et al., (dir.), 1996, *La integración surandina cinco siglos después*. Cuzco / Arica / Antofagasta, Centro Bartolomé de Las Casas / Corporación Norte Grande / Universidad Católica del Norte, 506 p.

ALMEIDA, R. & LAGOS, G., (dir.), 1965, *La integración latinoamericana. Situación y perspectivas*. Buenos Aires, INTAL, 217 p.

AMILHAT SZARY, A.-L., 2003, "L'intégration continentale aux marges du MERCOSUR : les échelles d'un processus transfrontalier et transandin." *Revue de Géographie Alpine* vol. Traverser et utiliser la frontière, Andes-Alpes(3), p. 47-56

AMILHAT SZARY, A.-L., 2005, "Géopolitique et frontières en Amérique Latine" in HARDY, S. & MÉDINA, L. (dir.), *L'Amérique Latine*, Paris, Ed. du Temps: p. 11-33.

AMILHAT SZARY, A.-L., 2005 [2006], "L'intégration andine et ses présupposés : la région andine existe-t-elle ?" *Cahiers des Amériques Latines* vol. 50-Les dynamiques de l'intégration dans les Andes(2005/3), p. 21-39

AMILHAT SZARY, A.-L., 2007, "Are borders more easily crossed today ? The paradox of contemporary trans-border mobilities in the Andes." *Geopolitics* vol. 2007(1), p. 1-18

- AZUELOS, M., COSIO-ZAVALA, M. E., et al., (dir.), 2004, *Intégration dans les Amériques. Dix ans d'ALENA*. Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 341 p.
- BID-INTAL, 1978, *Infraestructura y Servicios en la Integración de América Latina*. Buenos Aires
- BID-INTAL, 1981, *Proyecto "Red fundamental de transporte del Cono Sur". n°104*. Buenos Aires
- BID-INTAL, 1990, *La integración fronteriza; Un importante campo de cooperación entre países*. Buenos Aires
- BID-INTAL, 1992, *La integración fronteriza en los acuerdos de libre comercio*. Buenos Aires, BID-INTAL
- DABÈNE, O., 2000, "Le Mercosur et la Zone de libre-échange des Amériques : vers la convergence ?" in COUFFIGNAL, G. (dir.), *Amérique Latine 2000*, Paris, IHEAL/ La Documentation Française.
- FOUCHER, M., 1991, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*. Paris, Fayardp.
- HAYA DE LA TORRE, V. R., 1936, *El Antiimperialismo y el APRA*. Santiago de Chile, Ercilla
- Ó TUATHAIL, G., 1996, *Critical geopolitics : the politics of writing global space*. Minneapolis, Univ. of Minnesota Press. X, 314 p.
- O'DOWD, L., 2002, "Transnational integration and cross-border regions in the European Union" in ANDERSON, J. (dir.), *Transnational Democracy: Political Spaces and Border Crossings*, London, Routledge: p. 111-128.
- OHMAE, K., 1995, *The End of the Nation State. The Rise of Regional Economies*. New York, The Free Press
- OHMAE, K., 2005, *State Building. Gouvernance et ordre du monde au XXIe siècle*. Paris, La Table Ronde. 199 p.
- PREBISCH, R., 1962 (1949), "The economic développement of Latin America and its principal problems (publié une première fois par la CEPAL en 1949)." *Economic Bulletin for Latin America* vol. 7
- PRÉVOT-SCHAPIRA, M.-F. & RIVIÈRE D'ARC, H., (dir.), 2001, *Les territoires de l'Etat-nation en Amérique Latine*. Paris, IHEAL, 318 p.
- RADCLIFFE, S. A., LAURIE, N., et al., 2002, "Reterritorialisated Spaces and Ethnic Political Participation : Indigenous Municipalities in Ecuador." *Space and Polity* vol. 6(3): 289-305
- REVEL-MOUROZ, J., 1991, "Amériques Latines : quelles intégrations ?" *Cahiers des Amériques Latines* vol. (12), p. 44-59
- SANTANDER, S., (dir.), 2004, *Globalisation, gouvernance et logiques régionales dans les Amériques*. Cahiers du GELA-IS n°3-4. Paris / Bruxelles, L'Harmattan / Université Libre, 303 p.
- THIBAUD, C., 2006, "Simon Bolivar" in VOLVEY, A. (dir.), *Amérique Latine*, Paris, Atlande
- "A tous les peuples d'Amérique. Appel lancé par les participants à la IIème rencontre hémisphérique de lutte contre l'ALCA, La Havane, 2002." 2003, *Alternatives Sud* vol. X(1), p. 163-174
- VAN DIJCK, P. & HAACK, D., 2006, *Troublesome Construction. IIRSA and Public-Private Partnerships in Road Infrastructure*. Amsterdam, CEDLA. 96 p.
- VAN EEUWEN, D., (dir.), 1997, *Les nouvelles intégrations latino-américaines et caraïbes*. Annales d'Amérique Latine et des Caraïbes n°14-15. Aix en Provence